

CEPEJ – Données 2014 – Pouvoir judiciaire du Canton de Genève

Commentaires trop longs pour figurer dans le questionnaire en ligne

Q6.1c, budget alloué: y compris les juges prud'hommes

Q6.6a, budget alloué: frais de déménagements et de prestations de sécurité

Q9: total des émoluments civils et administratifs

Q12.1a, budget alloué: assistance judiciaire pénale et avocat de la 1^{ère} heure

Q13, budget alloué: y compris la quote part des charges du secrétariat général et des directions de support dévolues au MP

Q14.8a

14.7: Organe d'inspection: ICF, Cour des Comptes

14.8: Autre: Commission de gestion du pouvoir judiciaire, organe de gouvernance chargé de gérer et d'organiser le pouvoir judiciaire, composé du procureur général, de 3 magistrats élus par les présidents de juridiction et 1 membre du personnel du pouvoir judiciaire (art.41 al.1 LOJ)

QA2: La commission de gestion du pouvoir judiciaire soumet son projet de budget au Conseil d'Etat (gouvernement cantonal). Si celui-ci l'approuve, il est soumis au Grand Conseil (pouvoir législatif) et défendu conjointement. En cas de désaccord, les deux projets de budget sont soumis à la commission des finances du Grand Conseil, qui arbitre (art. 121 Cst/GE).

Q15.33: Protection judiciaire de la jeunesse: Autorité judiciaire de protection de l'adulte et de l'enfant et Tribunal des mineurs (TMin)

Q20.1: TPAE

Q42.1: Tribunal civil, Tribunal pénal, Tribunal administratif de première instance

Q42.3: 10 tribunaux de 1^{ère} instance + cour civile, cour pénale et cour de droit public de la Cour de justice

Q43.1: (fait partie du Tribunal de première instance du Tribunal civil, ci-après TPI)

Q43.2: (fait partie du TPI)

Q43.4: (fait partie du TPI)

Q43.5: (Commission de conciliation en matière de baux et loyers / Tribunal des baux et loyers)

Q43.6: Tribunal d'application des peines et des mesures

Q43.9: (Tribunal administratif de première instance)

Q43.12: (Tribunal des mineurs, Tribunal des mesures de contrainte, Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant)

Q45.2: Tribunal des prud'hommes

Q45.3: Tribunal pénal, Tribunal des mineurs

Q49: 276 juges assesseurs et 285 juges prud'hommes

Q60: y compris la quote-part des employés et fonctionnaires du secrétariat général et directions de support travaillant pour le compte du MP

QC4: Les présidents de juridiction reçoivent de manière trimestrielle des tableaux de bord émanant du contrôle de gestion du secrétariat général du pouvoir judiciaire, contenant des indicateurs divers en matière de gestion des ressources humaines et de suivi de l'activité judiciaire.

Le conseil supérieur de la magistrature effectue des contrôles semestriels individualisés (par magistrat) sur la base des statistiques établies par le contrôle de gestion du secrétariat général du pouvoir judiciaire et des commentaires fournis par le président de chaque tribunal et, pour le Ministère public, du procureur général. Le conseil supérieur de la magistrature est composé de la présidente de la Cour de justice (tribunal cantonal), du procureur général, de 4 magistrats ou anciens magistrats, de 3 membres désignés par le Conseil d'Etat (gouvernement cantonal) et de 2 avocats au barreau.

Q115: Le pouvoir judiciaire genevois regroupe l'ensemble des autorités judiciaires du canton, y compris le Ministère public. L'administration du pouvoir judiciaire et de l'ensemble des autorités judiciaires est autonome. Elle est dirigée et organisée par la commission de gestion du pouvoir judiciaire, composée du procureur général, qui la préside, de trois magistrats appartenant chacun à une filière (civile, pénale et administrative) différente et d'un membre du personnel. La commission de gestion du pouvoir judiciaire est l'employeur de l'ensemble du personnel, Ministère public compris. Les magistrats du Ministère public ont le même statut que les juges du siège des autres juridictions : ils sont élus par le peuple et sont soumis à la surveillance du conseil supérieur de la magistrature. Le procureur général dirige et organise la juridiction.

QE1: Tous les magistrats du pouvoir judiciaire genevois, procureurs compris, sont élus par le peuple tous les six ans (art. 122 al. 1 Cst/GE), à l'exception des juges prud'hommes, élus tous les six ans par le Grand Conseil (art. 123 al. 1 Cst/GE). En cas de vacance d'une charge de magistrat pendant le mandat de 6 ans, le Grand Conseil procède à une élection complémentaire – à l'exception des juges prud'hommes (art. 119 al. 1 de la loi genevoise sur l'exercice des droits politiques, LEDP). Le conseil supérieur de la magistrature évalue les compétences des candidats et délivre des préavis, favorables ou défavorables, à l'égard des candidatures (art. 16 al. 3 de la loi genevoise sur l'organisation judiciaire, LOJ).

Le conseil supérieur de la magistrature est l'autorité de surveillance de l'ensemble des magistrats. Autorité disciplinaire, il peut prendre différentes sanctions à son égard, jusqu'à la destitution (art. 20 al. 1 let. d LOJ). Il peut également prendre des mesures non disciplinaires, comme d'enjoindre un magistrat de compléter sa formation ou de le relever de sa charge, par exemple pour raison de santé (art. 21 LOJ). Les décisions du conseil supérieur de la magistrature peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour d'appel du pouvoir judiciaire, juridiction ne comportant aucun magistrat de carrière, mais dont les membres sont également élus par le peuple (art. 135 à 139 LOJ).

QE2: **Formation** : Le pouvoir judiciaire dispose d'un secteur formation au sein de sa direction des ressources humaines, qui met en œuvre les formations sollicitées par les différentes autorités judiciaires ou par la Conférence des présidents de juridiction, organe chargé de veiller à la formation continue des magistrats (art. 45 let. c LOJ). Les magistrats suivent en outre les séminaires et journées de formation externes utiles, en concertation avec le président de leur juridiction.

Réforme : à l'instar de plusieurs cantons suisses, le canton de Genève sort d'une réforme complète de son organisation judiciaire, principalement rendue nécessaire pour mettre en œuvre des réformes menées au niveau national, consistant à unifier les procédures civile et pénale et à appliquer le nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant.

Q146: y compris avocats stagiaires et avocats UE

Q161.1: procédures pour violation des règles professionnelles

Q161.4: demandes de levée de secret professionnel

Q170a: L'huissier judiciaire est un officier ministériel au même titre qu'un notaire. Il est nommé et assermenté par le Conseil d'Etat. C'est une profession libérale indépendante. Elle est en outre soumise au "numerus clausus" qui est de 9 huissiers pour le canton de Genève. La profession d'huissier judiciaire n'existe qu'à Genève et est issu du Code Napoléon. L'huissier judiciaire a le monopole des ventes aux enchères volontaires à Genève, il procède à des inventaires estimatifs ou quantitatifs, il dresse les protêts pour effets de change, exécute les jugements et saisies provisionnelles, signifie les actes judiciaires et sous seing privé et enfin dresse les procès-verbaux de constats de toutes natures. http://www.ge.ch/huissiers_judiciaires/

QJ1: Les tribunaux sont libres de recourir aux traducteurs-interprètes de leur choix. Le pouvoir judiciaire dispose en l'état d'une directive se limitant à fixer leur rémunération.

Pour un certain nombre d'audiences ou d'actes, ils choisissent de recourir aux services de "traducteurs-jurés". Pour être autorisées à porter le titre et à exercer l'activité de traducteur-juré dans le canton, les personnes remplissant les conditions légales et réglementaires doivent être assermentées par le Conseil d'Etat. L'assermentation peut être sollicitée pour 4 langues au maximum. <http://www.ge.ch/traducteurs/conditions.asp>

La Commission de gestion du PJ a adopté un règlement en novembre 2015 publié au recueil systématique genevois (rsg) qui entrera en vigueur au 01.01.2016.

Loi sur les traducteurs-jurés (LTJ) I 2 46

Règlement d'application de la loi sur les traducteurs-jurés (RTJ) I 2 46.01

**Beiblatt mit Anmerkungen zur
CEPEJ – Evaluation / Erhebung 2015 (Daten 2014)**

Canton / Kanton: St.Gallen

Correspondant cantonal / kantonaler Koordinator

Prénom/ Vorname – Nom / Name	Martin Bauer
Fonction / Funktion	Stv. Generalsekretär
Organisation	Kantonsgericht St.Gallen
E-Mail	martin.bauer@sg.ch
Téléphone / Telefon	058 229 96 51

Zusätzliche Anmerkungen zu einzelnen Fragen (soweit diese nicht bereits in der Online-Datenerhebung erfasst werden konnten).

Frage 6.0

Bewilligtes jährliches Gesamtbudget für sämtliche Gerichte des Kantons in CHF (wenn möglich ohne Staatsanwaltschaft und ohne unentgeltliche Rechtspflege)

Anmerkungen

- budgetierter Aufwand
- Betrag ohne Staatsanwaltschaft, ohne unentgeltliche Rechtspflege (Anwaltshonorar), inkl. Schlichtungsbehörden
- Aufwand, d.h. Erträge (insb. Gebühreneinnahmen) sind nicht berücksichtigt
- Ausgeklammert werden "Verfahrenskosten" (technisches Konto)
- Interne Verrechnungen innerhalb der Gerichte werden ausgeklammert bzw. bereinigt
- Interne Verrechnungen zu Lasten der StA sind berücksichtigt

Erläuterung dazu: Die internen Verrechnungen innerhalb der Gerichtseinheiten z.B. zwischen Kantonsgericht und Anklagekammer) dienen einzig dem Ausgleich unter den Einheiten (Leistungen des Kantonsgerichtes zugunsten der Anklagekammer sollen bei dieser rechnerisch ausgewiesen werden, was heisst, auf der Aufwandseite belastet werden. Diese Operation ist insgesamt kostenneutral, da sie beim Kantonsgericht rechnerisch beim Ertrag dazugerechnet wird. Dies bedeutet, dass der Aufwandüberschuss (Aufwand-Ertrag) unverändert bleibt. Bleibt der Blick nur beim Aufwand von Kantonsgericht und Anklagekammer wird der Aufwand der Anklagekammer, der nur zum rechnerischen Ausgleich erfolgt, doppelt erfasst, wird er nicht vom Gesamtaufwand abgezogen. Deshalb erfolgt bei der Aufwandbetrachtung diese Bereinigung.

Im Gegensatz dazu ist die Verrechnung zu Lasten des Kantonsgerichtes zu Gunsten der StA ein echter Aufwand und darf deshalb im Gesamtaufwand integriert bleiben. Es geht um die Lastentragung der nicht inbringlichen Strafurteilsgebühren. Diese würden auf der Aufwandseite im Konto Abschreibungen als Aufwand gebucht.

Achtung:

Dieses Gesamtbudget besteht aus den folgenden Elementen: *Frage 6.1 bis 6.7*

Frage 6.1

Jahresbudget für (Brutto-) Besoldungen und Löhne

Anmerkungen

- Beinhaltet:
 - Besoldungen Festanstellungen,
 - Entschädigungen nebenamtliche Richter;
 - Taggelder Schlichtungsbehörden.
- Jeweils mit Arbeitgeberbeiträgen.

Anmerkungen zu Q. 6.1a bis 6.1d:

ad 6.1a:

- Kantonsgericht, Kreisgerichte: festangestellte Richter KST 9001-9002, KA 301002
- Verwaltungsgericht: Präsident, Details siehe SAP HR Report Anstellung Personen (festang.Richter) selektieren, kopieren in Report Buchungsbeleg, nur Rechnung möglich
- Versicherungsgericht: siehe Verwaltungsgericht
- Verwaltungsrekurskommission: siehe Verwaltungsgericht
- Hinweise:
 - Bruttolohn inkl. AG-Beiträge
 - Versicherungsgericht inkl. nebenamtliche Richter zufolge Festanstellung
 - ohne Schlichtungsbehörden

ad 6.1b

- Kantonsgericht: Ersatzrichter (inkl. Handelsrichter)
- Anklagekammer: nebenamtliche Mitglieder und Ersatzmitglieder
- Verwaltungsgericht: nebenamtliche Mitglieder und Ersatzmitglieder
- Kantonsgericht: nebenamtliche Mitglieder Anwaltskammer und nebenamtliche Mitglieder Prüfungskommissionen (die dazugehörigen Berufsrichter (Präsiden) siehe Feststellungsbeiträge Kantonsgericht)
- Kreisgerichte: nebenamtliche Mitglieder (Konten 300020 und 300024)
- Schlichtungsbehörden (Taggelder; ohne Sekretariate)
- Verwaltungsjustiz:
 - Versicherungsgericht: nebenamtliche Mitglieder siehe 6.1a da fest angestellt, 6.1c siehe aber Konto 300020
 - Verwaltungsrekurskommission: nebenamtliche Mitglieder
- Hinweise:
 - Bruttolohn (inkl. AG-Beiträge 2014 = 6.4%, PK = Einzelte, Schätzung)

ad 6.1c: (NA)

ad 6.1d:

- Besoldungen übriges festangestelltes Personal (inkl. Aushilfskredit)
- Hinweise:
 - Bruttolohn (inkl. Versicherungsbeiträge Arbeitnehmer, jedoch mit Arbeitgeberbeiträge)
 - Mit Schlichtungsbehörden, nur Festanstellungen

ad 6.1a bis 6.1d: Schlussbemerkung: Kontrollrechnung siehe separates Excel-Blatt

Frage 6.2

Jahresbudget für EDV (Ausrüstung, Investitionen, Instandhaltung)

Anmerkungen

- Rechnungsbücher Staatsrechnung. Konto 9.312
- Gerichte (inkl. Schlichtungsbehörden)

Frage 6.3

Anmerkungen

- Keine Angabe, da nicht separat ausgewiesen (NA)

Frage 6.4

Anmerkungen

- Nicht enthalten im Budget der Gerichte (NA)

Frage 6.5

Anmerkungen

- Nicht enthalten im Budget der Gerichte (NA)

Frage 6.6

Jahreshaushalt für Aus- und Weiterbildung

Anmerkungen

- Weiterbildungskredit Gerichte

Frage 6.7

Sonstiges (bitte präzisieren, s. Q 7)

Anmerkungen

- Differenzbetrag 6.0 abzüglich 6.1/6.2/6.6
- Namentlich enthalten sind:
 - Abschreibungen, Sekretariatsentschädigungen, Bürokosten etc, siehe separate EXCEL Datei. kl

Staatsanwaltschaft und unentgeltliche Rechtspflege in Q6.1 **nicht** enthalten.

Frage 9

Jährliche Einnahmen an Gerichtsgebühren bzw. -kosten (in CHF)

Anmerkungen

- Gerichtsgebühren (Zivil-, Straf- und Verwaltungsprozesse)
- inkl. Anklagekammer
- inkl. Schlichtungsbehörden (vor Vermittler)
- inkl. Prüfungskommissionen RA/RaG

Hinweis: Rechnungsbücher Staatsrechnung Voranschlag 2014. Kontogruppe 9.431 (431000, 431100, 431101, 431102, 431900) und 490050, 490060

Frage 12

Genehmigtes jährliches Budget der unentgeltlichen Rechtspflege (URP), in CHF.

Anmerkungen

- Betrag nur Zivil- / Straf- / Verwaltungsjustiz (inkl. Staatsanwaltschaft) unentgeltliche Rechtsverteidigung somit ohne unentgeltliche Rechtspflege in Verwaltungsverfahren:
 - Stufe Gerichte: Konto 9.318721;
 - Stufe Staatsanwaltschaft: Konto 7352.318710 + 318721)
- Gemäss Erläuterungen ad Frage 12 Abs. 2 "Les montants doivent concerner exclusivement les sommes versées aux bénéficiaires ou à leurs avocats (à l'exclusion des coûts administratifs engendrés par les procédures)." beinhalten die 3'695'600 nur die Entschädigungen für Rechtsverteidigungen, nicht aber die Gerichtskosten.

Frage 12.1

Bewilligtes jährliches Budget für Prozesskostenhilfe und URP in gerichtlichen Verfahren, in CHF

Frage 12.1a

Bewilligtes jährliches Budget für Prozesskostenhilfe und URP in Strafverfahren, in CHF

Gesamtbetrag betreffend Staatsanwaltschaft und Gerichte: Budget: 2'150 und Rechnung: 2'385. Begründung für die angeführten Beträge: Die Staatsanwaltschaft spricht URP nicht nur für das Untersuchungsverfahren, sondern auch für die Gerichtsebene erster Instanz. Der auf die Gerichte entfallende Anteil beträgt gemäss Einschätzung Staatsanwaltschaft ca. 80% (= 1'720 Budget; 1'908 Rechnung).

Frage 12.1b

Bewilligtes jährliches Budget für Prozesskostenhilfe und URP in Zivil- und Verwaltungsverfahren (= "Nicht-Strafprozessen"), in CHF

Anmerkungen

- Anmerkung: ohne Anteil Gerichtskosten
- Hinweis: Betrag ohne Berücksichtigung allfälliger Rückforderungen (vgl. Konto 436224)

Frage 12.2

Bewilligtes jährliches Budget für Prozesskostenhilfe und URP in nicht-streitigen und aussergerichtlichen Verfahren, in CHF

Anmerkungen

- keine Angabe (NA)

Frage 13

Jährliches bewilligtes Budget der Staatsanwaltschaft, in CHF.

Anmerkungen

- Hinweis: Rechnungsbücher Staatsrechnung Voranschlag 2014, Seite 57, netto Aufwandüberschuss (Kostenstelle 735)

1.3. Données budgétaires relatives au système de justice / Budget des Justizsystems

Frage 15

Genehmigtes jährliches Budget für das gesamte Justizsystem (in CHF)

(dieser Budgetbetrag enthält nicht nur das Budget der Gerichte - wie bei Frage 6 - sondern auch das Budget der Strafanstalten, der gerichtlichen Schutzmassnahmen für die Jugend, des Justizdepartements oder -amts, etc.)

Anmerkungen

- netto Aufwandüberschuss (vgl. Auflistung unten)

15.2. (anc. Q.11) Veuillez préciser les éléments composant le budget de l'ensemble du système de justice: Bitte präzisieren Sie welche Elemente zum Budget des gesamten Justizsystem gehören:

1. Système judiciaire / Gerichte	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
2. Aide judiciaire / URP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
3. Ministère public / Staatsanwaltschaft	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
4. Système pénitentiaire / Strafanstalten	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
5. Service de probation / Bewährungskontrollstelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
6. Conseil de la justice / Justizrat	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
7. Cour constitutionnelle / Verfassungsgericht	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
8. Service de gestion du système judiciaire / Verwaltungsstelle der Justiz	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
9. Service de l'avocat d'Etat / Verwaltungsstelle der Staatsanwaltschaft	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
10. Service de l'exécution / Vollstreckungsamt	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
11. Notariat / Notariat	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
12. Service d'expertise légale / Dienst der staatlichen Gutachter	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
13. Protection judiciaire de la jeunesse / Jugendamt	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
14. Fonctionnement du ministère de la justice / Justizdepartement	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
15. Services des demandeurs d'asile et réfugiés / Asyl- und Asylantendienste	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP
16. Autres / weitere	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NAP

Si "autres", veuillez préciser: / Bitte präzisieren Sie, falls Sie "weitere" angekreuzt haben:

Anmerkung: Zahlen erfassen die Bereiche der Strafuntersuchung und der Gerichte ad Ziff. 14: siehe aber Ziff. 2,3,4,5,9

Hinweis zu Frage 38.2:

Bei den Gerichtsmitarbeitenden erfolgt jährlich ein Standortgespräch.

Hinweis zu Frage 42.1:

Bemerkung: 1 Handelsgericht, 7 Kreisgerichte, 1 Verwaltungsrekurskommission; ohne Schlichtungsbehörden.

Hinweis zu Frage 42.2:

Bemerkung: 1 Handelsgericht, 1 Versicherungsgericht; ohne Schlichtungsbehörden

Hinweis zu Frage 42.3:

Hinweis:

Gerichtsliegenschaften:

- KG (inkl. AK und HGer):	1
- VG:	1
- KrG:	7
- VersG:	1
- VRK:	1
Zwischentotal	11

Gerichtssäle (Tagungsorte: Lokal mit separatem Standort)

- KrG: je 1 auswärtiger Tagungsort, d.h. zusätzlich 7 (Anmerkung: Die Kreisgerichte haben in der Regel mehr als einen Tagungsort [aus politischen Gründen: frühere Bezirke]. Da ein Grossteil der Verhandlungen in internen Gerichtssälen stattfindet, werden die externen Tagungsorte eher selten benutzt. Es rechtfertigt sich daher als Durchschnitt einen externen Tagungsort pro Kreisgericht anzunehmen.)

Gesamttotal: 18

Hinweis zu Frage 43.9:

Ad 43.9: Verwaltungsrekurskommission

Hinweis zu Frage 43.10:

Ad 43.10: Versicherungsgericht

Hinweis zu Frage 45:

Hinweis: keine spezialisierten Gerichte in diesen Bereichen.

Hinweis zu Frage 48:

Anzahl Richter (jeweils <u>ohne</u> feste Anstellung)	
Kantonsgericht: Ordentliche Ersatzmitglieder*	8
Anklagekammer: Mitglieder und Ersatzmitglieder	4
Handelsgericht: Handelsrichter/innen	25
Verwaltungsgericht: Mitglieder und Ersatzmitglieder	8
Versicherungsgericht: Richter/innen	19
Verwaltungsrekurskommission: Richter/innen und Fachrichter/innen:	48
Kreisgerichte: nebenamtliche Kreisrichter/innen:	75
Total	187

* Kreisgerichtspräsidien und hauptamtliche Kreisrichter sind a.o. Ersatzmitglieder, jedoch vorliegend nicht erfasst, da sie als festangestellte Kreisrichter erfasst sind.

Hinweis zu Frage 91.10:

Hinweis: Anwaltskammer nicht enthalten in Gesamtzahl; siehe "übrige Streitigkeiten".

Hinweis zu Frage 93:

Fälle der Anwaltskammer.

Hinweis zu Frage 96:

Im Bereich der Zivil- und Strafjustiz bestehen Einschreiberegeln für die 1. und 2. Instanz.

Hinweis zu Frage 97.10-97.40:

Hinweis: Siehe Gesamtübersicht Amtsbericht 2014, Seite 17, abzüglich:

- Strafkammer
- Handelsgericht
- Anklagekammer
- Anwaltskammer
- Einzelrichter Rechtshilfe
- Kantonsgerichtspräsidium

Inklusive verfahrensleitende Verfügungen.

Hinweis: bei den nachfolgenden Sachgebieten *exkl.* verfahrensleitende Verfügungen.

Hinweis zu Frage 97.11a-97.41a:

Hinweis: exklusive verfahrensleitende Verfügungen.

Hinweis zu Frage 97.11b-97.41b:

Hinweis: exklusive verfahrensleitende Verfügungen.

Hinweis zu Frage 97.11c-97.41c:

Hinweis: exklusive verfahrensleitende Verfügungen.

Hinweis zu Frage 97.11d-97.41d:

Hinweis: exklusive verfahrensleitende Verfügungen.

Hinweis zu Frage 97.11e-97.41e:

Hinweis: exklusive verfahrensleitende Verfügungen.

Hinweis zu Frage 97.14-97.44:

Anmerkung: Fälle Einzelrichter Rechtshilfe und Schiedsgericht

Hinweis zu Frage 98:

Unter schwere Straftaten sind alle Straffälle erfasst. Es erfolgt keine statistische Differenzierung in "schwere Straftaten" und "Bagatelldelicten".

Hinweis zu Frage 126:

Anmerkung: Staatsanwälte: keine Wahl auf Lebenszeit, aber unbefristete Anstellung mit gegenseitiger ordentlicher Kündigungsmöglichkeit (somit keine feste Amtszeit).

Hinweis zu Frage 132.1.1:

Hinweis: Die Angabe bezieht sich auf Kreisrichter/innen (Zivil- und Strafjustiz). Angeführt ist die (theoretische) Minimaleinstufung Kreisrichter (A28/1), d.h. die Untergrenze des Lohnbandes. In der Praxis erfolgt eine höhere Einstufung insb. je nach Berufserfahrung.

Quelle für Lohnhöhe: Besoldungstabelle Kt SG

Hinweis zu Frage 132.2.1:

Hinweis: Für die Bestimmung des Nettobetrages erfolgte ein Abzug für AG-Beiträge von pauschal 15%.

Hinweis zu Frage 132.1.2:

Anmerkung:

Kreisrichter/in (A33/0): CHF 195'460

Kreisgerichtspräsident/in (A35/0): CHF 216'918

Hinweis zu Frage 132.2.2:

Hinweis: Für die Bestimmung des Nettobetrages erfolgte ein Abzug für AG-Beiträge von pauschal 15%.

Hinweis zu Frage 132.2.4:

Hinweis: Für die Bestimmung des Nettobetrages erfolgte ein Abzug für AG-Beiträge von pauschal 15%.

Datenerhebung CEPEJ – BADAC 2015 Anmerkungen des Kantons Solothurn

F 47: Der Begriff „Gerichtspräsident“ wurde konkretisiert. Dementsprechend wurden 2015 nur (Berufs-) Richter/innen gemeldet, die administrative Geschäftsleiter/innen des entsprechenden Gerichts sind.

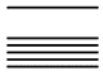
F 101.1.3/F 102 1.3: In der Umfrage 2015 wurden nur die Konkursöffnungen einbezogen, jedoch nicht mehr weitere gerichtliche Verfahren im Zusammenhang mit Konkursen, wie Schlusserkenntnisse.

F 107: Enthält auch die Fälle der Jugendanwaltschaft

F 110 ff./E 1: Die erstinstanzlichen Richter der Richterämter (Zivil- und Strafrecht) werden vom Volk gewählt; der Kantonsrat wählt die oberinstanzlichen Richter/innen (Obergericht, Verwaltungs-, Versicherungs- und Steuergericht), die Haftrichter/innen und die Mitglieder der Schätzungskommission. Der Kantonsrat wählt auch sämtliche Staatsanwälte/innen. Der Oberstaatsanwalt wird faktisch zu den Kandidaturen angehört, was jedoch nicht gesetzlich verankert ist. Selbst die Untersuchungsbeamten können de iure nicht von der Staatsanwaltschaft selber angestellt werden, sondern vom Regierungsrat. Hingegen erfolgt hier die Auswahl de facto durch die Staatsanwaltschaft.

F 132 11/11a: Der angegebene Einstiegslohn der erstinstanzlichen Straf- und Zivilrichter von CHF 175'270 brutto entspricht einer mittleren Einstufung in der Erfahrungsstufe 8 (Maximum: Stufe 16) der entsprechenden Lohnklasse. Das theoretische Minimum (Erfahrungsstufe 0) beträgt CHF 136'930 brutto, bzw. CHF 115'020 netto. Es kam jedoch nie zur Anwendung, da immer Kandidaten mit ausreichender Erfahrung gewählt wurden.

20. November 2015
Der Gerichtsverwalter



Kommentare zur CEPEJ-Umfrage für das Jahr 2014

(Die Nummerierung der Fragen bezieht sich auf die Nummerierung im Erfassungstool)

Q 6.0

Bis 2008 inkl. STA und UP. Ab 2010 so weit wie möglich ohne Staatsanwaltschaft und ohne UP. Teilweise mussten aber Annahmen getroffen werden.

Q 6.1

inkl. jur. und kaufm. Sekretariat von Anwaltsprüfungskommission, Aufsichtskommission über die Rechtsanwälte und Schlichtungsbehörde für arbeitsrechtliche Streitigkeiten (Kommissionsmitglieder vgl. hinten Ziff. 6.7).

inkl. Aushilfen und 8 jur. Praktikanten (Auditoren).

Ab 2010 so weit wie möglich ohne Staatsanwaltschaft. Bis 2008 inkl. STA.

Q 6.2

Zahlen ab 2010 soweit wie möglich ohne Staatsanwaltschaft (ausser IR). Budget 2010 höher als üblich, da neue Software (Tribuna V3) eingeführt.

Q 6.4

Unterhalt Gebäude und Mobiliar werden nicht durch die Gerichte, sondern zentral für den ganzen Kanton durch die Baudirektion budgetiert.

Q 6.6

Ab 2010 ohne Staatsanwaltschaft; für die Aufteilung der Kosten wurden Annahmen getroffen.

Q 6.7 bzw. Q 6.6a

Mitglieder Aufsichtskommission über die Rechtsanwälte, Anwaltsprüfungskommission, Schlichter Arbeitsrecht, Dolmetscher usw.

Ohne kaufm. und jur. Sekretariat der Kommissionen, da diese Kosten in Q 6.1 enthalten sind und nicht getrennt werden können.

Q 7

Die Finanzierung der Friedensrichterämter erfolgt durch die Gemeinden und ist nicht im Gerichtsbudget enthalten. Im Gerichtsbudget enthalten ist aber die Schlichtungsbehörde für arbeitsrechtliche Streitigkeiten (vgl. Q 6.7)

Q 9

Wir verbuchen die auferlegten Gerichtsgebühren und -kosten. Diese werden in Q 9 angegeben. Ein relativ grosser Anteil davon ist nicht einbringlich und muss wieder abgeschrieben werden.

Q 12.0

Alle UP, Zivil- und Straffälle, ohne STA. Summe von Q12.1a und Q12.1b

Q 12.1

vgl. Q12.0

Q 12.1a

Ohne Staatsanwaltschaft

Q 13

Ohne Polizeikräfte, aber inkl. 3 pol. Protokollführer und 2 jur. Praktikanten.

Inkl. Massnahmenkosten in Jugendstrafverfahren.

Wir haben **ab 2010** versucht, die Kosten der Staatsanwaltschaft bei den Gerichten herauszunehmen. Gewisse Kosten werden aber für die ganze Zivil- und Strafrechtspflege zentral beim Obergericht budgetiert (z.B. ein Teil der IT-Kosten). Die hier angegebenen Kosten sind daher nicht ganz alle Kosten der Staatsanwaltschaft.

Betreffend Gebäude vgl. Bemerkung zu Q 6.4 (oben).

A2-3

Quellen: Geschäftsbericht 2014, Buchhaltung, interne Dokumente.

Q 15.1

Zu Ziff. 15.25: Vollzugs- und Bewährungsdienst (VBD), d.h. es ist nur die Vollstreckung von Strafen berücksichtigt.

Zu Ziff. 15.30: Die Betreibungsämter sind im Gerichtsbudget nicht enthalten.

Zu Ziff. 15.37: Anwaltsprüfungskommission, Aufsichtskommission über die Rechtsanwälte, Schlichtungsbehörde Arbeitsrecht, Schätzungskommission, Vollzug Jugendstrafen und -massnahmen usw. Nicht enthalten sind die Kosten der Polizei.

20.4

Rechenschaftsbericht des Obergerichts 2014 (ROG 2014) und Angaben des Verwaltungsgerichts

Q 42.3

Ab 2012 neu 4 geografische Standorte (KG/SG und OG (Auszug 2011) und VG und SK (seit 2012 VG unterstellt)

Q 43.12a

Seit 2012 ist die Schätzungskommission, ein erstinstanzliches Spezialverwaltungsgericht, dem Verwaltungsgericht unterstellt. Zuständigkeit: Schätzungen von Grundstücken.

Q 43.9 und 43.12

Das Verwaltungsgericht ist im Kanton Zug in den meisten Fällen gleichzeitig 1. und letzte kantonale Gerichtsinstanz in Verwaltungssachen. Es ist überall als 2. Instanz aufgeführt.

Seit 2012 ist die Schätzungskommission, ein erstinstanzliches Spezialverwaltungsgericht, dem Verwaltungsgericht unterstellt. Es ist überall als 1. Instanz aufgeführt.

Q 45

Betreibung und Kündigung: Kantonsgericht (1. Instanz in Zivilsachen), eines für den ganzen Kanton, d.h. ein Gericht, unabhängig vom Streitwert.

Raub = Strafgericht, (1. Instanz in Strafsachen), eines für den ganzen Kanton d.h. ein Gericht.

Beide Gerichte sind geografisch am gleichen Ort (im gleichen Gebäude). Sie sind nicht auf diese Bereiche spezialisiert, sondern für alle Zivil- bzw. Straffälle zuständig.

Definition geringfügige Forderungen:

NAP. Es hat im Kanton Zug für sämtliche Forderungen nur ein Gericht erster Instanz (Kantonsgericht).

Q 46.2

OG und VG

Q 47

Jedes Gericht hat einen Präsidenten oder eine Präsidentin (KG, SG, OG, VG). Der Präsident der Schätzungskommission ist im Nebenamt tätig. Er ist daher bei Q 47 nicht aufgeführt.

Q 48.1

Angaben bis 2010: Anzahl Köpfe. Angaben ab 2012: Schätzung umgerechnet auf Vollzeitstellen, genaue Zahlen werden nicht erhoben.

VG: 4 nebenamtliche und 6 Ersatzrichter

OG: 2 nebenamtliche und 6 Ersatzrichter

KG/SG: 6 Ersatzrichter

Q 52

Ab 2014 ohne jur. Praktikanten (Auditoren)

Es gibt kein eigentliches Generalsekretariat. Die Juristen, welche für Personal und Verwaltung der Gerichte zuständig sind, arbeiten meist auch als "normale" Gerichtsschreiber. Zudem kann der Anteil Verwaltungspersonal für den Bereich Personal und Verwaltung nicht eruiert werden; es sind die gleichen kaufmännischen Mitarbeitenden, welche auch im Bereich Rechtsprechung tätig sind. Deshalb sind alle Juristen unter Gerichtsschreiber und alle Mitarbeitenden von Sekretariat/Kasse (alle kaufm. Mitarbeitenden) unter Verwaltungspersonal aufgeführt.

Q 53

NAP

Q 55.4

Differenz zwischen 2006 und 2008: Per 2008 wurde im Kanton Zug das Staatsanwaltschaftsmodell eingeführt, d.h. alle bisherigen Untersuchungsrichter wurden zu Staatsanwälten. Auch das Kanzleipersonal wechselte zur Staatsanwaltschaft.

Nur eine Staatsanwaltschaft im ganzen Kanton. Bei Frage 55 sind alle Leitenden Staatsanwälte und der Oberstaatsanwalt enthalten.

Q 56.4

Nur eine Staatsanwaltschaft im ganzen Kanton. Der Leitende Oberstaatsanwalt leitet die Staatsanwaltschaft; er hat einen Stellvertreter. Zudem gibt es vier Leitende Staatsanwälte, die die vier Abteilungen der Staatsanwaltschaft führen und dem Leitenden Oberstaatsanwalt und seinem Stellvertreter unterstellt sind.

Hinweis intern, muss nicht im System eingetragen werden: Q 56 lautet in der gedruckten Version (PDF) anders als im elektronischen System.

Elektronisches System: Anzahl leitende Staatsanwälte oder Oberstaatsanwälte.

PDF-Version: **Davon** Anzahl leitende Staatsanwälte oder Oberstaatsanwälte

Ich habe mich auf den Wortlaut in der PDF-Version gestützt, d.h. die Person in Q 56 ist in Q 55 ebenfalls enthalten.

Q 58a

Untersuchungsbeamte (Juristen in dieser Funktion dürfen sich im Geschäftsverkehr auch Assistentenstaatsanwalt nennen)

Q 58b

Bei Übertretungen: Eigenverantwortliche Verfolgung und Beurteilung (gleiche Befugnisse wie die Staatsanwälte),

Bei Verbrechen und Vergehen: Führen der Untersuchung im Auftrag eines Staatsanwaltes; gew. Verfahrenshandlungen sind dem Staatsanwalt vorbehalten, z.B. Nichtanhandnahme, Eröffnung der Untersuchung, Anordnung oder Beantragung von Zwangsmassnahmen, Anklageerhebung, Vertretung der Anklage vor Gericht (vgl. § 51 GOG, BGS 161.1).

Q 59.1

Ja, für Opferbefragungen.

Q 60

inkl. 3 polizeiliche Protokollführer; ab 2014 ohne jur. Praktikanten (Auditoren)

Q 75.6

Das Gericht selbst meldet seine Ziele dem Obergericht. Dieses prüft die Ziele.

Q 76

Häufig sind Prozessdauer und maximale Anzahl Pendenzen

Q 91.1

ab 2010 inkl. alle Verfahren betr. Schuldbetreibungen und Konkurs, auch summarische.

inkl. Organisationsklagen i.S.v. Art. 731b OR

Zusätzlich wurden 2014 insgesamt 288 Fälle von der **Schlichtungsbehörde Arbeitsrecht** erledigt.

Davon wurden 152 endgültig erledigt und in 136 Fällen wurde eine Klagebewilligung ausgestellt.

Diese Fälle können nicht unter Q 91 eingeschlossen werden, da sie sonst teilweise doppelt erscheinen würden.

Q 91.10 und 91.40: inkl. 129 gleich gelagerte Kollokationsklagen im selben Konkurs

Q 91.1c

Zusätzlich wurden 2014 insgesamt 288 Fälle von der **Schlichtungsbehörde Arbeitsrecht** erledigt.

Davon wurden 152 endgültig erledigt und in 136 Fällen wurde eine Klagebewilligung ausgestellt.

Diese Fälle können nicht unter Q 91 eingeschlossen werden, da sie sonst teilweise doppelt erscheinen würden.

Q 91.1d

Nur summarische SchKG-Verfahren.

Q 91.6

Es gibt im Kanton Zug nur ein Spezialverwaltungsgericht erster Instanz (Schätzungskommission).

Ansonsten finden sich alle Angaben zum Verwaltungsrecht unter 2. Instanz (hinten).

Q 94

Alle erledigten Straffälle beim Strafgericht (inkl. Jugendgericht).

Antragsdelikte werden nicht separat erfasst.

Unterscheidung Zuständigkeit Einzelrichter bzw. Kollegialgericht macht keinen Sinn. Im Kanton Zug ist der Einzelrichter für Strafen bis zu zwei Jahren Freiheitsstrafe zuständig. Das sind keine Bagatelldelikte.

Wichtig: Zahlen erst ab 2010 vergleichbar

Q 97.1

ab 2010 inkl. Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs (BA)

Q 98

Alle erledigten Straffälle beim Obergericht.

Antragsdelikte werden nicht separat erfasst.

Unterscheidung Zuständigkeit Einzelrichter bzw. Kollegialgericht wäre nur bei der 1. Instanz möglich und macht ohnehin keinen Sinn. Im Kanton Zug ist der Einzelrichter für Strafen bis zu zwei Jahren Freiheitsstrafe zuständig. Das sind keine Bagatelldelikte. In der zweiten Instanz (Obergericht) ist immer das Kollegialgericht zuständig.

Q 101.1

Ohne Konventionalscheidungen

Q 101.2

Wir erfassen nur die Prozesse aus Arbeitsverträgen insgesamt.

Q 101.4

Raub inkl. Vorbereitungshandlungen zu Raub, nur Gericht 1. Instanz, ohne Strafbefehle durch STA.

Q 102.3, 102.4, 102a.3, 102a.4

Wir erfassen Arbeitsstreitigkeiten nur insgesamt.

Q 102.7, 102.8, 102.9, 102.10, 102a.7, 102a.8, 102a.9, 102a.10

Diese Auswertungen sind aufgeteilt nach Delikt nicht möglich.

Q 107

Bei der STA eingereicht = inkl. vom Vorjahr anhängige Fälle

Verfahren gegen Erwachsene und Jugendliche. Alle Straffälle inkl. SVG

D.2.1

Rechenschaftsbericht Obergericht 2014, Angaben Verwaltungsgericht, el. Geschäftskontrolle.

Q 115.3a

Die Staatsanwälte sind in der Rechtsprechung unabhängig, sind aber im Übrigen dem Obergericht unterstellt, vergleichbar mit erstinstanzlichen Gerichten.

Q 123

Weder ja noch nein. Die Staatsanwälte werden nicht gewählt, weder auf eine feste Amtsdauer noch auf Lebenszeit. Sie werden durch das Obergericht mit einem normalen unbefristeten Arbeitsvertrag angestellt und können unter den gleichen Voraussetzungen entlassen werden, wie alle anderen Angestellten des Kantons. Die Hürden für eine Entlassung sind sehr hoch. Die Stelle ist sicherer als bei einer Wahl auf Amtszeit.

Q 124

Die Probezeit dauert wie bei allen anderen Angestellten des Kantons 3-6 Monate (vgl. Bemerkung zu Q 123).

Q 126

Die Staatsanwälte werden durch das Obergericht mit einem normalen unbefristeten Arbeitsvertrag angestellt (vgl. Bemerkung zu Q 123).

Q 132

Bruttogehalt gemäss üblichem Verständnis in der Schweiz, d.h. inkl. Sozialversicherungsbeiträgen des Arbeitnehmers, aber ohne Sozialversicherungsbeiträge des Arbeitgebers.

Alle Gehälter wurden ohne allfällige Kinderzulagen, Familienzulagen, Treue- und Erfahrungszulagen angegeben, die diese sehr unterschiedlich sind. **Gilt für 132.11 bis 132.32a.**

Hinweis, muss nicht als Bemerkung im System eingetragen werden: Die Zahlen der Vorjahre sind zu ändern (vgl. Beilage 1). Für 2012 hatten wir noch das Bruttogehalt inkl. Arbeitgeberbeiträge an die Sozialversicherungen gemeldet; das war offenbar falsch. Die Jahre 2010, 2008 und 2006 sind wohl **bei allen Kantonen** zu korrigieren. In diesen Jahren wurden noch weniger Kategorien erhoben. Die Zahlen sind in den falschen Spalten eingetragen. Hinzu kommen beim Kanton Zug wenige zusätzliche Korrekturen bei den Zahlen.

Q 132.32 und 132.32a

Das angegebene Gehalt entspricht der höchsten Einstufung für einen Staatsanwalt (ohne Führungsaufgaben) in der Wirtschaftsabteilung. Das höchste Gehalt für die Staatsanwälte den anderen Abteilungen beträgt 179'580 brutto bzw. 153'660 netto.

Quelle für alle Gehaltsangaben: Personalamt des Kantons Zug

Q 144.14 und 144.24

Subsidiäre Aufsichtsbeschwerden

Q 145.29a

Es wurden keine Disziplinar massnahmen ergriffen. Alle Verfahren endeten mit Abweisung oder Nichteintreten o.Ä, eines mit einem Vergleich.

Q 157a

Grundsätze im Anwalts gesetz (BGFA) und Standesregeln des kantonalen Advokatenvereins

Q 158

vgl. Bemerkungen zu Frage 157

Q 161

Im Fragebogen fehlt das Total. Total 17 Disziplinarverfahren. Aufteilung nach Kategorien wird nicht erhoben.

Q 162

Im Fragebogen fehlt das Total. Total 7 Sanktionen, keine Differenzierung möglich; 10 Verfahren wurden ohne Disziplinar massnahme erledigt.

Q 170

Total 20 Personen (nicht in Vollzeitstellen). Anzahl Betriebsbeamte und Stellvertreter ohne allfälliges übriges Personal der Betriebsämter. Anzahl Personen unabhängig vom Pensum (kleinere Gemeinden haben Betriebsbeamte im Sportelsystem; es kann nicht eruiert werden, wie hoch deren Pensum ist).

Die Angaben gelten nur für Geldforderungen, nicht Realvollstreckung.

Quelle: Rechenschaftsbericht Obergericht 2014

Q 188

Keine Disziplinarverfahren im Jahr 2014

I1

Nur Rechtsanwälte dürfen als freiberufliche Urkundspersonen tätig sein. Gewisse Rechtsgebiete sind den bei den Gemeinden angestellten Urkundspersonen vorbehalten.

Q 199

Stand November 2015

J.1.1

Koordinationsstelle Übersetzungswesen der Zuger Polizei

Q 62.03

Die Infrastruktur wird von der kantonalen IT zur Verfügung gestellt. Die Software für die Geschäftskontrolle der Gerichte wird vom Obergericht und Verwaltungsgericht zentral beschafft und durch die kantonale IT mit Unterstützung der Softwareherstellerin betrieben. Je ein Jurist des Obergerichts und der Staatsanwaltschaft betreuen die fachliche Seite dieser Software und sind Bindeglied zur Softwarelieferantin und zur kantonalen IT.

Q 62.08

Das Verwaltungsgericht hat vor einigen Jahren eine Diktiersoftware getestet und als ungenügend bewertet.

Q 62.09

Es gibt ein kantonales Intranet, das auch den Gerichten offen steht. Dort können bei Bedarf auch vertrauliche Arbeitsräume für die Gerichte geschaffen werden.

Q 62.10

e-learning speziell für Juristen gibt es zurzeit nicht. Es gibt aber e-learning-Tools in den Bereichen Datenschutz und IT, die auch die Gerichte nutzen. Für die Einführung der Schweizerischen StPO wurde bei der Staatsanwaltschaft ebenfalls ein e-learning-Toll verwendet.

Q 63

Das ist in unserem Bereich völlig unnötig (kleiner Kanton, geografisch und personell).

Q 64.10

Gerichte und Staatsanwaltschaft haben im Kanton Zug keinen Bedarf in diese Richtung. Der direkte persönliche Eindruck und die Kontrolle über die Abwesenheiten sind wichtiger.

Q 64.11 und 64.11.1 und 64.11a+b

Für die Unterstützung der Protokollierung werden in den meisten Verhandlungen Tonaufnahmen gemacht.

In Strafuntersuchungen werden die Befragungen von Opfern, wenn es sich um Kinder handelt, immer aufgezeichnet (Videorecording).

18.11.2015 frm